



Haines et altérité(s) face à l'absence d'une théorie critique. L'inquiétante étrangeté dans l'Argentina néolibérale

Edgardo Manero

► To cite this version:

Edgardo Manero. Haines et altérité(s) face à l'absence d'une théorie critique. L'inquiétante étrangeté dans l'Argentina néolibérale. *Diasporas. Circulations, migrations, histoire*, 2007, 10, pp.82-103. halshs-00259167

HAL Id: halshs-00259167

<https://shs.hal.science/halshs-00259167>

Submitted on 27 Feb 2008

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

HAINES ET ALTERITE(S) FACE A L'ABSENCE D'UNE THEORIE CRITIQUE. L'INQUIETANTE ETRANGETE DANS L'ARGENTINA NEO-LIBERALE

Edgardo Manero CNRS/Toulouse II

Pulsion originaire, la haine, diverse et différente, obsède. Chaque âge a eu sa littérature et sa haine. Les tragédies grecques, Shakespeare, Racine, Corneille allèguent sur les passions humaines : la haine et l'amour, la paix et la guerre.

La politique a toujours été alimentée par des passions diverses dont la haine. Celle-ci a été un élément premier des révolutions et des contre-révolutions.

En post guerre froide, la haine n'apparaît pas liée à une nouvelle forme ou une nouvelle figure du conflit social et politique, tel qu'il a été pensé tout au long de la modernité.

Le sentiment contemporain de haine n'est pas assimilable à ce que l'on appelait dans des époques épiques, la « haine de classe ». Si l'enjeu était radicalement différent, -la conservation du *statu quo* ou la subversion de celui- et les manifestations dissemblables, la haine était présente des deux côtés de la barricade. Cette haine s'inscrivait dans un sens téléologique. Elle était inséparable de cet esprit prométhéique et de ce « Pathos de nouveauté » qui caractérisait la modernité. Elle avait ses penseurs -les « théoriciens de la haine »- et son sujet/objet, selon le point de vue, le prolétariat, le Peuple, les classes subalternes, l'Empire du mal, la bourgeoisie, l'Impérialisme, etc.

Les diverses et antagoniques « haines de classe » ont eu la primauté, même si la volonté d'équilibrer des forces asymétriques, de trouver des stratégies de compromis entre intérêts que l'on pense toujours négociables a toujours été présente. Selon la pensée « politiquement correcte », s'il y a un conflit, il est voué à être résolu institutionnellement. Cette prise de position a sous-estimé que la société est faite d'irréconciliables intérêts antagonistes.

La haine contemporaine n'oppose plus les « riches » et les « pauvres », les « patrons » et les « ouvriers », « l'opprimeur » et « l'opprimé », la « Nation » et « l'Empire ». La politique peut intervenir comme objet de la haine, mais c'est le plus souvent une haine de la classe politique, une aversion envers l'élite politique et la politique en général.

La haine qui caractérise la post guerre froide, se structure comme substitut historique d'une théorie du conflit telle que nous l'avons connue dès le XVIII^e siècle. Aujourd'hui, on restructure la « Thèse XI » : quand on ne peut pas transformer le monde, l'unique choix qui reste est de le détruire. Ni le terrorisme fondamentaliste, ni la violence anémique ou délictuelle proposent une nouvelle organisation sociale.

Cette transformation est le résultat, non seulement de la désarticulation des socialismes réels, mais aussi du discrédit du soutien théorique sur lequel s'appuyaient les revendications de la périphérie vis-à-vis du centre. L'idée de Tiers-monde est de moins en moins mobilisatrice et les solidarités idéologiques ont presque disparu. Les positions classiques de confrontation entre centre et périphérie, riches et pauvres, empire et pays dépendants se sont désarticulées et ont été remplacées par la recherche du consensus. Dès lors, le « Nous » et « l'Autre », le prochain et le lointain, l'Ami et l'Ennemi, ne seraient plus imposés par l'idéologie.

En post guerre froide, plus qu'à la révolte explosive, la haine hégémonique pousse à l'implosion conformiste ou au rejet de l'altérité selon des critères linguistiques, ethniques ou religieux.¹ La fin des passions politiques et des grands récits a été accompagnée de processus de rejet

¹ Nous ne partageons pas l'hypothèse de l'affrontement intercommunautaire comme une forme primitive de la lutte des classes, résultat de la réussite des « Uns » et de l'échec des « Autres » dans l'intégration sociale et nationale.

divers. Cette forme de haine doit être mise en relation avec l'hypothétique « fin de l'Histoire »,² en particulier avec la réaction à l'idée selon laquelle toute une série de problèmes posés par la modernité ne sont pas résolubles, il n'y a plus d'adversité, plus d'antagonismes, plus d'ennemis sociaux.

A qui s'en prennent aujourd'hui les divers « damnés de la terre », -émigrés, chômeurs, SDF, jeunes des banlieues du centre ou des bidonvilles de la périphérie? Il est clair que ce n'est au « grand capital », aux « riches bourgeois », à « l'impérialisme » et aux « oligarchies ».

Leur objet de haine est un objet non social. Leur violence est une violence métapolitique. C'est une haine que se constitue sans demande. L'énonciateur est un sujet, presque tacite, qui exprime une haine mais sans objet : les institutions d'un Etat en panne dans l'intégration, soit l'école, la police ou la poste. La haine s'extériorise par des passages à l'acte. Même s'ils se prennent aux individus perçus comme bien intégrés ou s'ils haïssent les diverses formes des gardiens de l'ordre, ces derniers ne sont pas perçus en tant qu'objet social.³ Cette haine n'a pas un objectif, ni un sujet, ni une théorisation. Elle ne porte pas non plus une action historique et sociale. Elle n'est pas en relation avec la résolution des conflits qu'avait posée une vision téléologique de l'histoire.

A qui s'en prennent les couches sociales désorientées ou encore fragilisées par les processus généraux d'égalisation sur la pauvreté résultant du modèle économique, ou les classes moyennes « bien intégrées » -fortement influencées par les médias- bouleversées par la présence accrue des pauvres et des marginaux divers dans les espaces publics ? Il est évident qu'elles visent l'ensemble des phénomènes étant perçus comme menaçants dans le « désordre global ».

Emigrés, chômeurs, SDF, drogués, jeunes de banlieue, « paumés » divers constituent en post guerre froide, au travers de la question de la sécurité, un objet de haine. Ce sont tous des délinquants potentiels. Mais pour quoi ? Pour qui ? La question de la sécurité suscite une adversité poignante que notre monde ne provoque guère plus parce que les conflits sociaux sous ces formes traditionnelles sont délégitimés. Or, l'objet de cette haine n'est-il pas social ?

Contrairement à ceux qui disent « *j'ai la haine* » ou « *avoir la haine* », la dimension sociale de la haine continue à être très présente chez ceux qui pourraient dire « *Je n'ai pas la haine, mais je vous hais* ».

Le cas de l'Argentine néolibérale nous permet de comprendre que, dans une des formes les plus paradigmatiques du conflit propre à la post guerre froide, -la question de la sécurité-⁴, la « haine » reste encore bien enracinée, mobilisant des éléments aussi bien sociaux qu'ethniques. Elle continue à faire partie des passions réactionnelles.

C'est pendant les années 1990 que se sont banalisées les représentations politiques et stratégiques rendant possible l'association des jeunes d'origine populaire et des immigrés latino-américains avec la délinquance et leur transformation en objet, non seulement de discrimination et d'exclusion, mais aussi de haine pour de larges secteurs de la société.

La déstructuration sociale de ces années se manifeste aussi sous les formes du mépris, de la xénophobie et du racisme. Avec elle, la xénelasie -le bannissement des étrangers- s'est réinstallée dans un pays fondé sur le mythe de l'hospitalité la plus généreuse.

² Nous faisons référence au livre de F. Fukuyama, *The End of History and the Last Man*, The Free Press New York, 1992.

³ En France, les « révoltes des banlieues » sont une des versions possibles de ce phénomène.

⁴ Les dernières années, les pratiques et les représentations de la violence, du délit, de la punition et du châtement ont été considérées comme des thèmes de recherche de premier ordre pour les Sciences humaines et sociales. Loin des classiques approximations juridiques, une fois reconsidéré l'héritage de Foucault et dépassée l'analyse axée sur les projets de discipline sociale imposée par les institutions ainsi que les limites de son application pratique, l'abordage des problématiques sécuritaires a été renouvelé aussi bien dans la perspective théorique et méthodologique que dans la diversité thématique. Ainsi en a-t-il été de la problématisation des liens créés entre les élaborations théoriques et discursives des élites sur le délit, le délinquant et les formes appropriées des traités et les pratiques juridiques et institutionnelles effectivement instituées.

Les figures des nouvelles menaces pesant sur la *Cité* développent un système d'images et de métaphores différent de celui de la guerre froide. Il est tout entier monté sur une récupération archaïque, -au sens le plus étymologique de commencement, d'origine et de principe-, de cette altérité négative qui est à la base de l'Argentine indépendante.

Le nouveau code de l'hostilité reposant sur l'altérité sociale, et non plus idéologique, démontre comment les transformations opérées ces dernières années ont redessiné le champ des significations dans lequel s'effectue la sécurité. Ainsi, le retour des représentations très archaïques se superpose aux nouvelles représentations stratégiques de type transnational propres à la post-guerre froide.

ENTRE LE PROGRES MODERNISATEUR ET LA MENACE

Si l'immigration n'est pas un facteur d'instabilité qui pousserait à une xénophobie généralisée et si le discours xénophobe existe depuis longtemps dans la société argentine, l'utilisation de l'immigration⁵ pour servir des objectifs politiques est une caractéristique de la fin des années 1990.⁶

Les immigrés latino-américains⁷ sont tenus pour responsables du chômage, du manque de sécurité et de la saturation des services publics, en particulier de la santé. Ils font revivre le vieux discours anti-immigratoire du début du XX^e siècle.⁸ Le débat sur les immigrants latino-américains n'est pas nouveau, mais il a pris une virulence inhabituelle.⁹

L'image développée par l'historiographie des sociétés latino-américaines ou étatsunienne est généralement celle de l'immigration vectrice du « progrès modernisateur », l'immigrant « qui a réussi » et qui parvint, avec l'ouverture de la société et une économie en expansion, à « *hacer la América* ». Cependant, elle n'était toujours pas perçue comme un facteur de progrès.

Pendant les premières années du XX^e siècle, en Argentine, la perception de l'immigration en tant que menace, concrétisée dans « une invasion passive », reposait sur deux axes : d'une part, le développement des « idéologies subversives » minant l'unité de la Nation et de l'autre, la peur face à la non-assimilation à celle-ci. Dans ce cadre, les immigrés ont été rendus responsables des épidémies, de la délinquance, du chômage aussi bien que des pénuries de logement et de services de santé.¹⁰

Le statut particulier et permanent de l'Etranger dans l'imaginaire politique argentin ne peut être isolé de la particularité qu'a l'Argentine d'être une société d'immigration. Au carrefour de l'ingérence étrangère et de la dissolution de la société apparaît la frustration de millions d'êtres humains arrivés dans ce pays remplis d'espoir ou le ressentiment des natifs envers cet afflux d'immigrés, mais aussi un mélange de sentiments : insécurité, fragilité, manque de hiérarchies et de

⁵ Au sujet de la discrimination dans les années 1990, voir E. Oteiza, S. Novick et R. Aruj : *Inmigración y Discriminación. Políticas y Discursos*, GEU, Buenos Aires, 1997 ; M. Rapoport et I. Klich. *Discriminación y racismo en América Latina*, Buenos Aires, GEL, Buenos Aires, 1997. Voir aussi la revue *Estudios Migratorios Latinoamericanos*, Centro de Estudios Migratorios Latinoamericanos (CEMLA), Buenos Aires, Argentine.

⁶ Sur les réponses de la société civile et de l'Etat voir L. Mármora, « Nuevas migraciones : bajo los ojos del prejuicio », *Clarín*, 1/10/1998.

⁷ Les « Asiatiques » sont un autre exemple du discours xénophobe. Cependant, ils ne sont pas associés à l'insécurité. Coréens et Chinois sont perçus comme un ensemble et catégorisés génériquement comme des « Chinois ». Les Coréens sont arrivés en Argentine dans les années 1980 en s'investissant dans l'industrie textile, le commerce d'aliments et de l'habillement. Ils sont accusés d'exploitation des Boliviens, d'évasion fiscale et d'un manque de désir d'assimilation. En grande partie propriétaires des supermarchés, ils ont été victimes de saccages et pillages, pendant la crise de décembre 2001, principalement dans le grand Buenos Aires. Ceci les a conduit à l'achat d'armes, à la constitution de groupes d'autodéfense recourant aux armes et à l'engagement de vigiles privés. Ils sont associés à des « mafias » avec une action endogamique.

⁸ Ce discours apparaît même dans les chansons de certains supporters de football.

⁹ Pendant la dictature, le maire de la ville de Buenos Aires, Cacciatore, mettait les étrangers dans un train et les renvoyait à la frontière. Sous la démocratie, des pratiques similaires ont été dénoncées par les Indiens Tobas : ils étaient placés dans des camions et conduits vers la province du Chaco.

¹⁰ Voir E. Manero, *L'Autre, le Même et le bestiaire. Les représentations stratégiques du nationalisme argentin*. L'Harmattan, Paris, 2002.

certitudes, nostalgie pour des patries lointaines ou amour pour cette nouvelle terre. La migration est un élément clé dans la formation des sociétés latino-américaines. Les pays du Cône sud ne sont pas des pays avec des migrants, mais des pays d'immigration.

La quasi totalité des immigrants d'origine européenne est arrivée entre 1870 et 1929. La dernière vague, moins importante, s'est produite entre 1948 et 1952. Or, si cette migration a représenté un pourcentage important de la population des villes portuaires de la région de la pampa, comme Buenos Aires ou Rosario, elle a été très limitée à Jujuy ou à Catamarca, villes représentatives de l'Argentine profonde.

Après les migrants européens sont arrivés ceux des pays voisins. Suite à la présence des latino-américains, les mots « *bolitas* » (Boliviens et Péruviens), « *paraguas* » (Paraguayens), « *chilotes* » (Chiliens) ont été introduits dans le langage péjoratif et dans le discours anti-immigratoire.¹¹

L'occupation de métiers à basse qualification et l'installation dans des régions limitrophes en un premier temps pour ensuite partir vers les grandes villes du littoral, sont deux caractéristiques communes de cette migration.¹² Les provinces des frontières sont une destination importante pour les migrations provenant des pays voisins.¹³ Traditionnellement, la communauté majoritaire est la paraguayenne.

A la différence de l'immigration provenant d'Europe, l'incidence de l'immigration limitrophe est relativement stable tout au long du XX^e siècle. Suite à la réduction des flux en provenance d'Outre Atlantique, le pourcentage de l'immigration des pays limitrophes a augmenté par rapport à l'ensemble des étrangers. En 2001, elle représente 61 % de l'immigration totale. Ainsi, en 2001, la ville de Buenos Aires et la province de Buenos Aires concentraient 70 % des étrangers et 63 % des étrangers originaires des pays limitrophes.

Dans les années 1990, « l'alluvion migratoire » annoncé par une grande partie de la presse n'a pas eu lieu.¹⁴ Le pays n'a pas été « envahi » par les immigrants latino-américains. Selon le recensement de 1991, il y avait 1.700.000 étrangers, (5%), dont moins de la moitié seulement était composée par ces derniers.¹⁵ En 2001, les étrangers représentent 4,2 % de la population.¹⁶ Depuis le premier recensement de 1871, jamais la proportion d'étrangers n'a été aussi basse. La population des étrangers s'est énormément réduite. En 1914, ils constituaient 30% de la population.

A la fin du XX^e siècle, le profil de l'immigration a changé. L'immigration d'Europe occidentale s'est arrêtée. Alors que le nombre d'immigrants provenant d'Uruguay, du Paraguay et du Chili diminue, le nombre de Boliviens, Péruviens et autres latino-américains augmente. On observe aussi une nouvelle immigration composée essentiellement de Coréens, de Chinois et d'Européens de l'Est.¹⁷ La crise du début du XXI^e siècle a été accompagnée par un départ important d'immigrants, en particulier d'origine asiatique.

UNE ANCIENNE STRATEGIE

A la différence des autres conjonctures, le discours xénophobe de la fin du XX^e siècle ne peut octroyer aux immigrés latino-américains ni un pouvoir spécifique ni des moyens définis comme dangereux. Ils doivent nécessairement être associés à d'autres problématiques comme leur incidence dans le monde du travail et sur la sécurité.

¹¹ Les Brésiliens sont appelés « *macacos* » et « *brasucas* ».

¹² A l'origine de la migration se trouvent à la fois les difficultés des économies bolivienne et paraguayenne à générer des emplois et l'explosion démographique.

¹³ Source INDEC, *Censo nacional de población hogares y vivienda*, 2001.

¹⁴ La couverture de la revue *La Primera* intitulée « *L'invasion silencieuse* » en est un bon exemple.

¹⁵ Source INDEC, *Censo nacional de población y vivienda*, 1991

¹⁶ Source INDEC, *Censo nacional de población hogares y vivienda*, 2001.

¹⁷ Il n'y a pas de chiffres exacts. Il existe une quantité importante de sans papiers.

Le menemisme¹⁸ permet un discours où les immigrés sont responsables du chômage et de l'augmentation de la violence, mais aussi du manque d'attention sanitaire ou du déficit du logement. Ils incarnent les malheurs qui angoissent le plus la société argentine de la fin du XX^e siècle (la vague de délinquance et l'absence de travail). Cette politique masque l'incompétence de l'Etat pour garantir la sécurité, l'emploi et les politiques sociales. Le message xénophobe des autorités a contribué à développer les préjugés racistes.

L'idée selon laquelle les flux migratoires aggravent considérablement la situation, en renforçant les facteurs de décomposition sociale, est ancienne. Cependant, bien que le discours anti-immigré ne soit pas nouveau en Argentine, l'idée du travail comme une exclusivité pour les Argentins ou comme un droit usurpé par les étrangers est nouvelle.

La relation étranger-chômage s'est installée de façon progressive à partir de la moitié des années 90. Les attaques envers les travailleurs étrangers sont apparues sous des formes diverses : déclarations journalistiques, panneaux publicitaires, comme celui du syndicat de la construction (UOCRA),¹⁹ ou déclarations comme celles du ministre de l'économie D. Cavallo et du président C. Menem accusant les immigrants d'être la cause du chômage. Ce discours était déjà présent dans l'extrême droite. Ainsi, pendant la campagne électorale de 1995, le *Frente para la Coincidencia Patriótica*,²⁰ a fait des déclarations sur la priorité des Argentins sur le marché du travail,²¹ en évoquant l'expulsion des immigrants étrangers illégaux, afin de combattre le chômage.²²

Cette idée existe aussi dans des secteurs au sein du Parti Justicialiste qui se présentent comme des secteurs critiques du modèle économique néolibéral et de la gestion Menem.²³ Ainsi, E. Duhalde défend le projet du gouvernement pour limiter l'immigration²⁴ en soutenant qu'il est nécessaire de poursuivre les travailleurs illégaux :

« Il nous faut penser d'abord aux Argentins et en suite aux étrangers. Nous ne sommes pas pareils. Un Argentin et une personne d'un autre pays, ce n'est pas la même chose. Si la situation devient difficile, les premiers qu'il faut soutenir ce sont les gens de chez nous ». ²⁵

Dans le cadre de l'élection présidentielle de 1999, pour le candidat du PJ, les Argentins sont prioritaires dans le droit au travail :

« Le travail qu'il y a doit être pour les Argentins ». ²⁶

La stabilité économique argentine des années 90, la différence des salaires et la prestation des services ont entraîné l'augmentation des flux migratoires. Le plan de convertibilité avec un taux de change élevé (1 dollar égal 1 peso argentin) a favorisé l'immigration : une heure de travail en Argentine représentait en dollars plusieurs heures dans les autres pays de la région. Cette conjoncture a favorisé dans les grandes villes la présence, d'un grand nombre de personnes originaires des pays voisins. Cependant, la présence d'étrangers dans le marché de l'emploi n'est pas très importante. Selon l'enquête de INDEC en date d'octobre 1998, dans la ville de Buenos Aires, sur 2,5 millions

¹⁸ Nous nous référons aux deux présidences de C. Menem (1989-1999).

¹⁹ Ce syndicat s'opposera à la dérogation de la loi 22.439.

²⁰ Il a été formé par le *Movimiento Azul y Blanco*, scission du MODIN, le *Partido Nacionalista Constitucional* et le *Partido Demócrata Conservador*.

²¹ L'une des premières mesures du gouvernement serait l'expulsion des étrangers. A partir de l'installation de celui-ci, les étrangers auraient 60 jours pour quitter le pays. A défaut, ils seraient expulsés. L'argument qui justifierait cette mesure est qu'avec la sortie des étrangers illégaux, 500.000 postes de travail seraient disponibles pour les Argentins. Le candidat à la présidence pour cette alliance, l'ex-dictateur Onganía, a précisé que sa proposition n'était pas xénophobe.

²² *Página 12*, 25/4/1995.

²³ Défenseur de l'intégration régionale, E. Duhalde méconnaît le fait que les travailleurs migrants soient un élément clé dans une intégration économique transfrontalière.

²⁴ Accusé de xénophobie par l'opposition, il va élargir la condition d'argentinéité aux immigrants en règle.

²⁵ *El Cronista*, 19/1/1999.

²⁶ *Clarín*, 24/1/1999.

d'habitants, il y avait 239.279 étrangers dont 108.353 travaillaient, soit 7,9% de la population économiquement active. Dans la banlieue de Buenos Aires, sur 6,6 millions d'habitants, 575.216 étaient des étrangers, dont 269.744 travaillaient, soit 8,2% de la population active.²⁷

L'usage sécuritaire de l'étranger pauvre est une des caractéristiques des politiques de sécurité des années 1990. Les politiciens et les moyens de communication ont eu un rôle central dans la stigmatisation des immigrés latino-américains, dans la banalisation de la discrimination.

Le discours repose sur trois idées : les étrangers sont surreprésentés parmi les délinquants, les personnes interpellées pour trafic de drogue sont étrangères,²⁸ et leur situation d'immigrés clandestins, par nature irrégulière, les conduit à se livrer à des activités illégales. Or, le discours sur la sécurité laisse de côté toute préoccupation liée à la forme clandestine, furtive et hors la loi que prend le phénomène migratoire sous l'impulsion de groupes criminels, et au fait que l'immigration clandestine constitue une source importante de profit pour le crime organisé.

Le ministre de l'Intérieur du gouvernement de C. Menem, C. Corach, a déclaré à plusieurs reprises qu'il existait une « étrangérisation » de la délinquance. Les immigrés sont systématiquement associés à cette dernière, comme le soutient Menem :

*« (...) Des sans-papiers arrivent de différentes parties du continent et s'organisent en bandes (...) Nous ne pouvons pas soumettre nos gens et nos forces de sécurité aux rigueurs du délit et de l'insécurité ».*²⁹

La participation des étrangers dans la délinquance est pourtant faible.³⁰ Sur un total de 20370 condamnations en 1996, seules 5,99% correspondent à des étrangers.

La distorsion dans l'utilisation des données est une autre caractéristique de ce débat. Le Secrétaire des migrations, H. Franco, affirmait que 60% des délits mineurs sont commis par des étrangers et qu'ils représentent 30% des détenus pour infraction à la loi sur les stupéfiants. Dans un premier temps, ces affirmations ont été réfutées par la Police Fédérale : la participation des étrangers aux vols et homicides se situe entre 5 et 7 %. Ensuite, la police soutient que la participation des étrangers aux actes illicites augmente lentement et qu'ils participent massivement aux délits mineurs.³¹ Selon le ministre de l'Intérieur, dans les statistiques de décembre 1998, 77% des détenus pour des délits mineurs étaient des étrangers.³² Or, s'il existait, dans les prisons, un pourcentage plus important de personnes originaires des pays limitrophes, cela ne signifie pas qu'ils avaient des comportements plus criminels, mais plutôt qu'ils étaient plus facilement arrêtés par la police.

L'immigration est perçue comme une « nouvelle menace » pour les représentations stratégiques transnationales hégémoniques en post guerre froide, et l'administration Menem a développé sa propre version de son contrôle. Elle a instauré dans la société le « problème de l'immigration » en essayant, à partir de la moitié des années 90, de restreindre l'accès des étrangers au pays et en promouvant des mesures d'expulsion des étrangers en situation irrégulière.³³

La nécessité des réformes est un élément important du discours policier, selon lequel la législation n'est pas suffisante pour être efficace contre le délit :

²⁷ *Página 12*, 22/1/1999.

²⁸ Progressivement, la participation des citoyens péruviens dans le trafic de drogue devient de plus en plus importante. Au début du XXI^e siècle, ils contrôlent une partie considérable de la commercialisation de la cocaïne.

²⁹ *Clarín*, 24/1/1999.

³⁰ Le journal *Clarín* citant comme source la *Dirección de Política Criminal del Ministerio de Justicia* et la *Revue de Policía y Criminalística* soutient que la responsabilité des immigrés dans la commission des délits est faible. Par ailleurs, citant les indices de l'INDEC, il soutient la même idée en ce qui concerne le chômage.

³¹ *Clarín*, 24/1/1999.

³² *Clarín*, 7/2/1999.

³³ En 1995, le gouvernement a décidé que chaque étranger qui entrerait dans le pays devait justifier d'un montant minimum de ressources pour lui permettre de financer son séjour, à savoir 50 dollars par jour ou la possession d'une carte bleue internationale et d'un billet de retour. Ces mesures sont identiques à celles des pays européens qui visent à ne pas transformer les touristes en personnes en situation irrégulière.

« avec les étrangers nous avons les mains liées ».³⁴

Sous prétexte de protéger les immigrés contre l'exploitation et de lutter contre le trafic des personnes, l'administration Menen a été à l'origine de divers projets destinés à limiter l'immigration.

En 1997, un projet de contrôle de l'immigration récompensant la délation contre les immigrants a été présenté par les députés menemistes P. Rampi et C. Dellepiane. Il a été refusé. En septembre 1998, le secrétaire chargé de la sécurité de la Nation a indiqué qu'il demanderait l'expulsion des étrangers sans papiers ayant commis un délit, prétextant qu'ils profitaient de leur liberté pour commettre de nouvelles infractions. En octobre, une résolution, le décret 1117/98, empêche de passer du statut de touriste à celui de travailleur.

En 1999, derrière l'euphémisme des « *Planes Poblacionales para Extranjeros* », le Ministère de l'Intérieur, le secrétariat de la Sécurité et la direction des migrations ont élaboré un projet visant à modifier la loi des migrations, afin de développer une politique de contrôle et d'expulsion des immigrés clandestins. On y trouve deux parties, l'une axée sur une sélection plus soignée des étrangers qui sollicitent une résidence permanente en Argentine, et l'autre durcissant la législation.³⁵

Le projet visait à augmenter les formalités pour solliciter un droit de résidence permanent et à durcir les lois sanctionnant les trafiquants de clandestins. Or, alourdir les formalités équivaut à fermer l'immigration aux voisins. C'était un projet de discrimination contre la pauvreté. Il posait des conditions inaccessibles : obtenir un visa³⁶ dans le pays d'origine et arriver avec un contrat de travail.³⁷ Par ailleurs, la résidence temporaire³⁸ impliquait un coût très élevé. Il fallait payer la taxe d'établissement, la visite médicale, les honoraires du notaire et les attestations réalisées dans les consulats. Il faut aussi souligner le coût que représentait le fait de s'absenter de son travail pour accomplir les formalités administratives.

Le projet du gouvernement pour une sélection plus rigoureuse des étrangers entrant en Argentine a relancé le débat sur les immigrés. Selon le secrétaire de la Sécurité, il a pour objectif de remplir un vide légal, afin d'éviter l'exploitation des clandestins, qui provoque une distorsion du marché du travail et qui génère une insécurité.³⁹ Selon le gouvernement, le projet attaque les mafias et protège les immigrants clandestins.⁴⁰ Il a répondu aux critiques en les accusant de défendre les mafias qui exploitent les étrangers.⁴¹ L'opposition a qualifié le projet de xénophobe,⁴² discriminatoire et raciste. L'Église catholique a pris la défense des immigrés.⁴³

Le débat sur la loi s'est accompagné d'une multiplication des rafles de la Police Fédérale ciblées sur les immigrants. Des opérations policières, publiques et spectaculaires, se sont organisées pour détecter les « indésirables ».

³⁴ *Clarín*, 17/1/1999.

³⁵ Les principales modifications sont : des plans d'établissement et d'installation destinés à ceux qui désirent la résidence permanente, l'institution de critères et de délais pour l'admission et le séjour dans le pays, la prison pour ceux qui facilitent l'entrée des étrangers voulant commettre des actes terroristes ou subversifs, du trafic de drogue ou du blanchiment d'argent, pour ceux qui coopèrent ou incitent à l'entrée d'illégaux, des amendes aux entreprises ou aux personnes qui donnent du travail aux illégaux ou pour ceux qui les logent à des prix supérieurs à ceux du marché, l'expulsion des étrangers condamnés par la justice à une peine supérieure à deux années ou récidivistes, la condamnation et l'interdiction d'accès à la fonction publique pour ceux qui collaborent. *Clarín*, 17/1/1999.

³⁶ L'obtention d'un visa nécessitait un contrat de travail, des fiches de salaire, la justification du paiement des charges sociales.

³⁷ Il ne faut oublier la difficulté d'avoir un contrat de travail dans un marché flexibilisé.

³⁸ La résidence définitive est réservée à ceux qui ont un lien de famille avec un Argentin.

³⁹ *Página 12*, 22/1/1999.

⁴⁰ *El Cronista*, 19/1/1999.

⁴¹ *Página 12*, 23/1/1999.

⁴² Les consuls du Pérou et de la Bolivie ont considéré que le projet n'était pas xénophobe. *El Cronista*, 19/1/1999.

⁴³ *Clarín*, 22/1/1999.

Les arrestations massives de clandestins ont abouti à la mise en détention de nombreux étrangers, notamment des Péruviens, Paraguayens, Boliviens et Chiliens. Pour le seul mois de janvier 1999, le commissariat 7 de la capitale fédérale a mis en détention plus de 1000 personnes,⁴⁴ et un commissariat du quartier « Onze »⁴⁵ 1200 personnes en 20 jours.⁴⁶

Beaucoup de témoins ont signalé la brutalité de la police, même lorsque les personnes avaient des papiers en règle. Dans ces rafles, on a cherché, sans ordre de détention, des individus d'une nationalité déterminée. Les organismes de défense de Droits de l'Homme ont accusé ces procédés de racisme.⁴⁷

Les moyens de communication ont largement diffusé ces images de « délinquants évidents ou potentiels ». De même que la police, ils ont tendance à établir des stéréotypes de délits en fonction de la nationalité, ce qui a pour effet de réactualiser les préjugés populaires. Ils font des Chiliens des pickpockets, des Boliviens des vendeurs des drogues, des Péruviens des escrocs, des Paraguayens des contrebandiers, des Dominicaines des prostituées.

Les immigrés latino-américains sont perçus comme un ensemble, sans singularité, telle une masse uniforme. Au travers du discours discriminatoire se forme l'image d'une communauté homogène et fermée, où les caractéristiques négatives de sujets spécifiques sont attribuées à tous les collectifs d'immigrants.

Le discours hégémonique sur l'immigration développé à la fin des années 1990 n'intègre pas au concept de sécurité la dimension démographique en jouant sur les notions de vieillissement ou de natalité. Nous sommes loin d'un scénario de bouleversement des équilibres démographiques qui ferait craindre des effets sur les Etats d'accueil et aboutirait finalement une déstabilisation politique.⁴⁸ Pour ce discours, la variable démographique ou le fait d'être porteur d'une autre culture sont sans importance. Cette représentation ne souligne pas de conséquences majeures concernant les mouvements éventuels de populations. La question n'est jamais posée en termes d'identité culturelle ou autre. Par ailleurs, l'existence de diasporas mobilisées soutenant leur pays d'origine au sein même de la société argentine est absente du débat.

La dimension catastrophiste de l'immigration comme menace est limitée aux groupes d'extrême droite.

Le chef du *Partido Nuevo Orden Social Patriotico*, A. Franze,⁴⁹ a déclaré une guerre à mort contre les immigrants illégaux.⁵⁰ Dans sa publication « *Nuestra Sera la Victoria* » le PNOSP attaque les immigrés d'origine latino-américaine en les comparant à un fléau. Le discours sur le chômage et la délinquance est accompagné d'une dimension démographique. Le flux constant d'immigrants, « l'invasion des aborigènes *coyas* » correspondrait à un plan structuré par le « pouvoir mondial » à partir du taux de natalité plus élevé des immigrants.

Le PNOSP encourage à boycotter l'achat de produits vendus par des étrangers, à dénoncer l'occupation des propriétés par des immigrants, et à ne pas intégrer ces groupes.

Dans le « *I Congreso de Historia del nacionalismo* » en 1998, le communiqué de presse du PNOSP était rempli de consignes xénophobes. Il met sur le même plan les « comportement dérangeants », les étrangers, la démocratie et la grande délinquance :

⁴⁴ *Clarín*, 24/1/1999.

⁴⁵ Le quartier Onze est historiquement un quartier d'immigration. En un premier temps, la population était d'origine juive. Depuis la fin des années 80, on a pu constater, d'une part une augmentation de la population d'origine asiatique, surtout coréenne et, d'autre part, une forte présence des Latino-américains, qui travaillent pour les Asiatiques ou sont vendeurs ambulants.

⁴⁶ *Clarín*, 7/2/1999.

⁴⁷ *Página 12*, 23/1/1999.

⁴⁸ Dans les dernières décennies, la migration internationale a une faible importance comme facteur de croissance démographique en Argentine.

⁴⁹ A. Franze tenait un stand de littérature d'extrême droite lors de la foire de Parque Rivadavia.

⁵⁰ *Clarín*, 20/8/1998.

*« les immigrants, les prostituées, les narcotraficants et la partidocratie comme Ennemis de la Patrie ».*⁵¹

L'apologie de l'immigration sélective -d'origine européenne- de la part de ce groupe et son mépris pour les immigrants qui sont en règle démontrent que sa politique d'immigration répond à une conception d'hygiène raciale. Sa prise de position sur l'avortement en est une illustration. Le PNOSP l'interdit, tout en le recommandant chez les non-européens. Il fait également référence au nettoyage social et racial. Effacer de la Patrie les « éléments impurs », -juifs, francs-maçons, communistes, immigrants, homosexuels, drogués et athées- qui la contaminent implique de diviser l'Argentine, en constituant un protectorat au Nord pour « parquer » les indésirables. Il les considère comme des fléaux, en les représentant sous les formes les plus traditionnelles de l'animalisation de l'« Autre ».

Selon un modèle classique, les immigrants sont à l'origine des tensions sociales, surtout quand le chômage et la violence augmentent. Rendre l'« Autre » responsable du chômage et de l'insécurité est une ancienne stratégie du pouvoir pour détourner l'analyse des causes et des responsabilités, mais aussi un mécanisme de discrimination fonctionnelle pour l'exclusion sociale.

Stratégie totale, elle porte des éléments qui touchent une large partie de la société. Elle s'enracine dans les classes moyennes préoccupées par le manque de sécurité et où les préjugés face aux latino-américains sont forts. Elle agit dans les milieux plus défavorisés de la société en s'appuyant sur l'angoisse éprouvée face au chômage et sur la concurrence face à un bien peu abondant. Cette démarche essentiellement clientéliste a visé à séduire des groupes spécifiques, en adaptant le discours à ce que ces groupes étaient déjà préparés à entendre.

Plus qu'aux mouvements de population caractéristiques du désordre global, la haine raciste nous renvoie directement aux changements sociaux mis en place sous le menemisme, aux nouveaux rapports établis, aux phénomènes de mobilité et de chute. La ségrégation qui se dessine est autant sociale que raciale.

Les secteurs qui ont soutenu, à partir de 1995, le discours sur l'immigration sont partis de l'a priori selon lequel les catégories les plus exposées à la précarisation et à l'exclusion sont aussi sensibles que les classes moyennes aux thèses qui lient l'immigration latino-américaine à la concurrence sur le marché du travail et à la délinquance. L'élargissement de l'espace du racisme ne peut être séparé de la basse participation des secteurs exclus dans les conflits sociaux des années 90.

L'« étrangérisation » du délit commun signale le caractère pérenne d'un modèle de représentation fondé sur la continuité de l'imaginaire classique, construit sur les fantasmes qui veulent que ce soit d'un autre lieu que proviennent le mal, les méchants, ceux qui ne nous laissent pas vivre tranquilles, ceux qui sont porteurs du mal que l'on doit expulser, endiguer ou anéantir. Il faut ici se méfier des ressemblances de façade avec des phénomènes anciens, de la tentation simpliste de penser que la diabolisation de l'immigration, ou encore que les critères qui lient étranger et délinquance, correspondent à un retour à l'époque du « Centenaire ». Car ce n'est pas le fait lui-même qui est nouveau, c'est sa signification et son orientation. Beaucoup de menaces ont une analogie apparente, mais leur nature réelle est différente. Dans la globalisation, la peur de la dissolution du « Nous » provient du caractère de « population excédentaire », conséquence du processus de modernisation segmentaire des dernières années.

La crise de 2001 a fait comprendre que ni les défauts du système de santé, ni le chômage, ni l'insécurité étaient de la responsabilité des immigrés. Mais dans les années 1990, le discours qui les en rendait responsable était fortement ancré dans les mentalités.⁵² Pour de larges secteurs qui ont cru à l'appartenance de l'Argentine au « Premier monde » soutenue par C. Menem, les immigrés latino-américains étaient l'équivalent des magrébins en France, des Turcs en Allemagne ou des hispaniques aux Etats-Unis.

⁵¹ *Clarín*, 20/8/1998.

⁵² La crise 2001 a inversé la situation poussant la migration des Argentins vers l'Europe et les Etats-Unis. Le changement d'attitude doit considérer l'évocation des actes de discrimination vers les Argentins en Espagne soulignés par la presse.

A LA BASE ETAIT LA FIGURE DE L'INDIEN

A la fin du XX^e siècle, pauvreté, immigration et délinquance deviennent des synonymes. Dans ce triptyque, le phénotype a le rôle d'un dénominateur commun. Le discours opère sur les préjugés de secteurs importants d'une société divisée contre les immigrants latino-américains. En pleine paranoïa sécuritaire, ces secteurs, d'une façon « lombrosienne », voient dans chaque « peau mate » une menace.

La productivité policière semble être inspirée par une logique économique, elle-même soutenue par une constellation de termes et de thèses sur la prévention des délits provenant des Etats-Unis.⁵³ Assurer un certain niveau moyen d'arrestations et la rentabilité de l'institution sécuritaire oblige à trouver à tout prix des délinquants :

« Ici on fait tomber à la tête du client ». ⁵⁴

Le discours sécuritaire récupère les préjugés d'origine européenne envers la figure de l'Indien et fiche implicitement et explicitement les Latino-américains. Pour les bâtisseurs de la Nation argentine, le premier Etranger sera l'indien.

La conquête comme catastrophe fondatrice établit les bases d'une « animalité » sans cesse redécouverte de l'Autre : indigène, noir, *criollo*, *gaucho*, *cabezita negra*. L'altérité négative est à la base des sociétés latino-américaines.⁵⁵ L'infra-humanité des autochtones américains s'appuie sur une abondante littérature raciste remontant à Gines de Sepúlveda, qui institue les bases du discours de légitimation de l'hégémonie « blanche ».⁵⁶

La perception de l'Indien en Argentine est ancrée dans le XIX^e siècle. Il représente plutôt la sauvagerie, l'ignorance et la férocité que le « bon sauvage ». Les Indiens sont des « brutes indolentes » assimilées à des bêtes. Parmi ces deux concepts, le sauvage et le primitif, la tradition positiviste a laissé des traces dans l'imaginaire collectif. Selon cette tradition, la tâche civilisatrice de l'homme blanc apparaît en opposition radicale à la « barbarie » indienne ou métisse. L'Autre américain, du fait de « l'absence » de pensée rationnelle et réflexive, est structurellement sauvage.⁵⁷ Ce secteur va élargir cette idée du sauvage aux gauchos. Le mépris de l'Indien et du gaucho, l'anti-espagnolisme et l'apologie des Anglo-saxons sont partagés par les conservateurs, les libéraux, les socialistes et les communistes. Tous ont traité le rapport avec les Indiens sur le modèle de l'exclusion.

Dans l'Argentine postcoloniale, l'Indien est un autre absolu. Il est toujours placé en marge du collectif d'identification. Ce refus des élites d'assimiler les Indiens à des citoyens potentiels aura de lourdes conséquences : l'impossibilité de récupération de tout « Autre » pour un projet commun. Cette conception de l'altérité demeure inchangée jusqu'à nos jours. L'instauration d'un Ennemi potentiel qui ne peut pas être englobé dans la communauté de destin joue un rôle dans la reproduction du consensus par la conscience de la menace externe. Cette frontière entre « civilisation et barbarie » dessinée au XIX^e, -dans laquelle l'Autre-Etranger-Ennemi est assimilé à l'Indien-, sera une constante stratégique.

⁵³ La méthode américaine repose sur un triptyque : technologique (utilisation des nouvelles technologies), scientifique (recours à des disciplines comme la statistique ou la biogénétique), managériale (évaluation permanente des performances de la police).

⁵⁴ Entretien de l'auteur avec un policier, août 1999.

⁵⁵ Cette représentation est à l'opposé de celle des sociétés indiennes. Dans les sociétés amérindiennes l'Etranger (le plus souvent blanc) a longtemps a été identifié à la rédemption. Il était alors souvent représenté dans les mythes sous les traits d'un héros civilisateur, c'est le cas de Quetzalcoatl, Viracocha ou de Juan Santos Atahualpa.

⁵⁶ A. Gomez-Muller, « Le métissage occulté » in *Amériques latines une altérité*, sous la direction de C. Descamps, Centre Georges Pompidou, Paris, 1993, p. 42.

⁵⁷ Comme le précise F.-M. Renard-Casevitz dans son travail « Les formes de l'appréhension de l'Autre de l'Ancien au Nouveau Monde... » dans *Amériques latines : une altérité*, op cit, p. 95.

La différenciation par rapport à l'objet de la haine va au-delà de la couleur de la peau ou des traits du visage. La représentation de l'homme autochtone ou métis implique des caractéristiques irréversibles, physiques mais aussi morales chez les objets de sa haine. Le phénotype tout autant que les caractéristiques de « l'esprit » signeraient l'étrangeté irréductible de cet Autre et élimineraient tout risque de confusion entre l'objet de la haine et le sujet discriminatoire.

À la fin du XX^e siècle, les déclarations du Ministre des Affaires Extérieures G. Di Tella, soutenant qu'« en 2020, 20% de la population sera bolivienne ou paraguayenne » et que « nous voulons ressembler aux riches et beaux et non pas aux gens laids », illustrent l'institutionnalisation de cet imaginaire.

La marginalisation consécutive des hommes insuffisamment « blancs » est alimentée par un préjugé négatif sur l'homme de couleur. De l'époque coloniale jusqu'à aujourd'hui, l'homme de couleur est perçu comme porteur d'une infériorité ontologique.⁵⁸ Dans le cas argentin, les « têtes noires »⁵⁹ sont considérées comme des incapables, des fainéants, des irrationnels, des barbares, etc. Jugé incapable de progresser et d'apprendre, le métis est confiné aux tâches rurales, plus conformes à sa sauvagerie innée.

Fondés sur des présupposés moraux et ethnocentriques, la représentation schématique de cet Autre tend à sa dépréciation systématique, son être métis est dévalorisé. Le profil du « sauvage » reste invariable. Le portrait type du créole, du « *cabezita negra* » présenterait ainsi des caractéristiques communes : une forte impulsivité, l'absence de développement du sens des responsabilités, la primauté de l'émotion sur la raison, l'absence d'esprit critique ou l'absence d'esprit de concertation. Ces « handicaps » empêchent la compréhension du fonctionnement d'une structure démocratique ou encore l'idée d'un contrat social entre les membres. Cette représentation remet en cause la capacité des secteurs populaires, non seulement à gouverner, mais même à participer aux affaires de la *Cité*.

En Argentine, le discours sur les « *cabezitas negras* » syncrétise les deux grands objets de discrimination de l'Amérique Latine : le noir et l'indien. Les mots « *negros* », « *gronchos* », « *grones* », « *morochos* », « *pardos* » font plus qu'indiquer l'aspect extérieur des populations, ils instituent la désignation discursive de ceux qui sont considérés comme inférieurs dans la hiérarchie sociale. L'utilisation répandue de l'expression « *noir de merde* » en est un bon exemple. Bien que moins fréquemment, elle est aussi utilisée avec d'autres « groupes », en particulier les Juifs.

Le collectif d'identification se structure sur les « descendants des bateaux ». L'apport des immigrants latino-américains est nié. Ils ne sont pas inclus dans le « creuset des races », construit sur une vision ethnocentrique de la société qui consiste à rejeter toutes les formes culturelles, religieuses ou ethniques distantes de celles, hégémoniques, à la base de la construction d'une Nation argentine, définie comme blanche, catholique et européenne. La « blancheur argentine » était un motif de fierté même face aux États-Unis qui avaient le péché de la « négritude » esclavagiste. La conception de l'Argentine comme un pays sans « races », et donc sans racisme, ne peut pas être séparée de l'image de l'Argentine comme « *l'unique pays blanc au sud du Canada* ».

Ce refus d'incorporation est conduit à son paroxysme avec les Andins, en particulier les Boliviens.⁶⁰ Il ne peut être séparé du fait qu'ils sont perçus comme des « Indiens ».

Dans l'imaginaire social, principalement dans les grandes villes de la région de la pampa,⁶¹ sont Boliviens non seulement ceux qui sont nés en Bolivie, mais aussi tous ceux qui ont un phénotype aymara-quechua, ce qui inclut les Péruviens mais aussi d'importants secteurs de la population argentine. Il est commun que les fils de Boliviens de nationalité argentine soient considérés

⁵⁸ A. Gomez-Muller, op cit, p. 42.

⁵⁹ Nom péjoratif donné aux populations de l'intérieur. Ils ont constitué dans les années 1940 la base du processus migratoire interne.

⁶⁰ Le cas des afrodescendants en est un autre exemple. Ils ne sont pas reconnus comme des « Argentins ».

⁶¹ Dans les années 1990, Bajo Flores, Villa Soldati et Villa Oculta à Buenos Aires, ainsi que Ezpeleta et Florencio Varela dans le grand Buenos Aires, sont des zones avec une importante concentration d'immigrés boliviens.

socialement comme Boliviens, et par conséquent, qu'ils s'auto-considèrent Boliviens même s'ils sont légalement des citoyens argentins.

La discrimination et le mépris envers les Boliviens⁶² se rencontre aussi dans les quartiers populaires et les bidonvilles. Elle prend des formes assez diverses. Ils sont accusés de ne vouloir pas s'intégrer, ou ils sont plus souvent victimes de vols que le reste des habitants du quartier. Ceci peut s'expliquer par la croyance qu'ils ont plus d'argent et une attitude plus passive que les autres habitants.

L'invention du « Noir » syncrétise, dans le phénotype, différentes formes de discriminations : il est latino-américain, il est pauvre, il est dangereux. Le terme d'« alluvion zoologique », qui considérerait que les gens de l'intérieur n'appartenaient pas à l'échelle humaine, n'est pas que le ressentiment contre les pauvres exprimé sous une forme bio-politique. Le phénotype joue un rôle central pour se différencier de ceux qui sont considérés inférieurs dans la hiérarchie sociale. Le « Noir » apparaît comme objet de préjugé en Argentine, même s'il n'est pas d'origine africaine. C'est le mépris, de la part d'une société de « *caras pálidas* », pour une Amérique latine qui a la peau marron.

De l'opposition des voisins à la réalisation de la première fête des collectivités latino-américaines,⁶³ jusqu'à l'assassinat d'une jeune Bolivienne en mai 2001, en passant par des actes divers de discrimination pour le phénotype, la société argentine a donné des signaux évidents d'un passage de la xénophobie au racisme.⁶⁴ Or, la violence ouvertement raciste est apparue diffuse et très localisée et on ne perçoit pas toujours clairement les liens entre, par exemple, l'activité d'idéologues relativement marginaux (néonazis) et l'émergence d'actes isolés de violence.

Les ségrégations sont des réactions d'une partie de la société qui ne refuse pas l'assimilation d'émigrés d'origine européenne. Que l'« Autre » ou « Eux » ne soient pas le « Nous » est généralement exprimé par le phénotype, la langue, la religion ou la culture selon des postulats plus ou moins empiriques. Les conduites racistes sont favorisées par l'existence de marques physiques ou culturelles rendant identifiable tout individu appartenant à la population racisée.⁶⁵ Les traces de la différence continuent à avoir un rôle important à la fin du XX^e siècle. Cette représentation s'appuie sur le fait que l'aspect physique diffère de la norme d'une partie considérable de la population. L'élimination de cet « Autre » immigrant, stigmatisé comme corps étranger, s'exprime par son rejet hors des frontières nationales, un rejet toujours fantasmé par une partie de la société.

Ce mécanisme naturalise la situation d'exclusion et la perception de l'« Autre » selon une conception du monde essentialiste, faisant de la culture un fait de la nature. Dans cette conception, l'appartenance à tel ou tel groupe, perçu comme un ensemble homogène et immuable, détermine entièrement l'action de l'individu. La naturalisation de l'« Autre » semble réinstituer une forme de « bio-politique » dont le déplacement de la xénophobie vers le racisme serait la principale conséquence. Cette représentation énonce une vision « naturaliste » des règles de la société et adopte une position selon laquelle l'être humain ne se construit pas, mais hérite des éléments qui le composent. Elle repose sur une conception de la suprématie des lois de la nature sur celles de la culture et de l'inné sur l'acquis et tente de donner à la haine de l'« Autre » un fondement objectif pour

⁶² L'émigration bolivienne s'est diversifiée progressivement. Elle était traditionnellement constituée de main d'œuvre saisonnière pour les récoltes agricoles. Dans les années 1990, elle est employée dans la production horticole dans le grand Buenos Aires, dans la construction, le commerce ambulant et service domestique et dans des ateliers de couture. Ceux-ci sont devenus plus visibles depuis la dévaluation et la réactivation économique. Il y a aussi des entrepreneurs boliviens qui recrutent des travailleurs dans leurs pays.

⁶³ Ils prétextaient la détérioration de l'espace public. *Clarín*, 26/7/1999.

⁶⁴ Le cas des frères Martínez que l'on a empêché de voyager à l'étranger en prétextant le caractère falsifié de leur passeport et qui étaient accusés d'être Boliviens et non Argentins, en est un exemple. Ils ont fait l'objet d'agressions physiques et morales de la part de la police de l'Air. *Clarín*, 15/7/1999.

⁶⁵ M. Wieviorka, *L'Espace du Racisme*, Seuil, Paris, 1991, p. 181.

qu'il demeure radicalement « Autre ». Cette représentation ne présente pas d'originalité par rapport à la démarche de l'extrême droite européenne de la fin du XIX^e siècle.

Cette représentation institue un modèle où l'identité se définit dans un rapport de domination. On discrimine ceux qui ont certaines caractéristiques physiques. Or, celles des personnes stigmatisées comme « Autre » sont des caractéristiques partagées par des secteurs de la société argentine, secteurs qui ont traditionnellement occupé un lieu discriminé dans l'imaginaire collectif.

Il n'y a plus d'ennemi lointain, mais au contraire un individu très proche, porteur d'altérité certes, mais aussi ayant une histoire et une culture communes;

Abandonnant la politique, la phobie ou la haine de l'étranger prennent nécessairement une tournure raciale dans la société argentine, étant donné la tentation de placer l'« Autre » dans une altérité plus radicale. La fin de l'exceptionnalisme du mythe européen, l'ancrage définitif en Amérique latine conduit à un comportement de « petit blanc » dans des secteurs importants de la société.

C'est précisément parce qu'il est devenu un « Autre » infiniment proche et quasi identique, comme résultat des transformations de la société argentine, que cet « Autre » proche doit être reconduit à une altérité plus absolue.

La haine de celui qui est « étranger » à la *Polis*, fondée sur des critères politiques qui caractérisaient la guerre froide se transforme après cette dernière en un mépris de l'« Autre » fondé sur un mélange confus de critères sociaux, ethniques et économiques.

Il ne s'agit pas de comportements xénophobes, parce que l'offensive n'est pas dirigée contre n'importe quel étranger, mais contre un type ou une catégorie déterminée d'étranger. Le racisme ne saurait être confondu avec l'ethnocentrisme traditionnel de la société argentine. Le processus apparaît comme xénophobe, mais il est en réalité raciste. Les phobies sont la conséquence des mutations socio-économiques. La xénophobie cache les problèmes liés à la pauvreté ou à la fragilisation sociale dans une société en mutation.

Cette forme de l'altérité ne peut être séparée de la constitution d'une société plus inégale, de la segmentation sociale comme nouveauté en Argentine, et de la fin du mythe d'une « société juste » qui trouvait son origine dans le populisme péroniste. Cette représentation demande un travail intense de reconditionnement de l'image de l'« Autre » dans les secteurs populaires. Il faut élaborer cette figure nouvelle en effaçant un imaginaire qui, via le populisme, s'était répandu dans une grande partie de la société argentine, -principalement dans les classes populaires-, imaginaire qui faisait des Latino-américains des « frères » et des « Têtes noires » la fierté de l'identité nationale. Le populisme a toujours insisté sur la succession des apports et sur la particularité du métissage, qui constitue la spécificité du « Nous » argentin, sur ces émigrants riches de mémoire sociale et de traces de conflit, pour lesquels l'émigration était une forme d'exil.

Le contexte des transformations socio-économiques, les ruptures des solidarités que l'imaginaire populiste⁶⁶ avait établies avec l'Amérique latine et l'expansion de la culture globale ont eu des effets sur la subjectivité de secteurs importants de la société argentine. Ces phénomènes ont accentué le déracinement traditionnel et la problématique identitaire propre à une grande partie de celle-ci. L'ancrage dans une identité européanisante aliénée et l'incidence des préjugés raciaux face au monde métis, indigène et latino-américain réinstallent un imaginaire qui attribue la responsabilité des crises à des groupes déterminés. La crise de 2001 a partiellement renversé la situation.

En post guerre froide, les modalités et les dispositifs du contrôle social se modifient aussi avec les représentations stratégiques. Les nouvelles représentations diffèrent de celles où les étrangers ont été considérés comme un groupe de la plus grande nocivité idéologique et politique. A la différence de cet

⁶⁶ L'inversion axiologique à l'intérieur du nationalisme sera faite par le péronisme. Les populistes reconnaissent que les Indiens sont les occupants primitifs et qu'ils ont des droits à la terre et à l'identité. L'Indien et le gaucho deviendront les éléments identitaires principaux. Le péronisme va revendiquer les « têtes noires » comme sujet de l'histoire argentine.

étranger « politique » de la guerre froide, les immigrés manquent d'une structuration politique. Ils présentent une faiblesse structurelle par rapport au communisme ou à l'impérialisme. La dynamique de la logique de guerre semble avoir imprimé sa marque déterminante sur le conflit.

Les politiques de sécurité de l'administration Kirchner se structurent à partir de l'idée selon laquelle sortir du processus de criminalité exige d'améliorer l'équité sociale et la redistribution des revenus⁶⁷, mais cette administration exprime aussi que la reconstruction d'une légalité perdue est liée à la restauration de l'ordre dans la rue. Or, la promotion de cet ordre et le droit à la sécurité implique de déplacer d'autres droits citoyens, qui se présentent comme des obstacles, pour établir la paix sociale. Au début du XXI^e siècle, les standards différenciés des droits entre les inclus et les « Autres », produite pendant l'époque ménémiste, se cristallisent.

Au-delà des discours des fonctionnaires de l'administration Kirchner sur la défense des Droits de l'Homme, le contrôle des institutions répressives, la modification de la culture institutionnelle des polices⁶⁸ et la nécessité pour les politiques de sécurité de prendre en compte l'exclusion sociale, il n'y a pas eu, en matière de sécurité, de grandes transformations par rapport aux précédents gouvernements, à la différence des autres domaines.⁶⁹

L'anxiété face au coût politique conduit la classe politique à soutenir sans réflexion des positions sensationnalistes, et à banaliser la problématique de la sécurité. Cette banalisation a abouti à la transformation des problèmes sociaux en questions de sécurité, ainsi qu'à la focalisation de la vie associative et de la Société civile sur des missions de contrôle et de répression.

L'élargissement du périmètre de l'action sécuritaire est la caractéristique de la période actuelle.

Dans un cercle vicieux, le discours autoritaire se radicalise en réponse à la demande d'une partie de la société de politique de tolérance zéro, euphémisme de la « *mano dura* » traditionnelle.

Une politique de sécurité qui restreint les droits, la construction d'un discours manichéen pour faire face à la délinquance, des réformes punitives, la recherche d'une solution politique à partir de l'effet psychologique de la « *Mano dura* » sur les populations caractérisent les politiques de sécurité de celui que se présente comme le point final du cycle néolibéral en Argentine. Le gouvernement a répondu à la demande de sécurité en encourageant les réformes punitives et en abandonnant celles destinées à améliorer le contrôle sur les institutions de sécurité. Kirchner n'a pas approfondi le changement culturel nécessaire dans les polices, annoncé par son propre gouvernement.

Cependant, l'abandon de la « culpabilisation » de l'étranger originaire des pays voisins, des actes de délinquance constitue une différence importante.

En matière de migration, l'administration Kirchner a apporté une modification radicale par rapport aux années 1990. L'appellation du nouveau plan de migration en est significative de la modification dans la perception : « *Patria Grande* ». Annoncé en 2005, il a été mis en vigueur en 2006.

La politique des migrations de l'administration Kirchner nous donne non seulement sa représentation du phénomène migratoire, mais surtout sa perception du latino-américain et de l'Américain latine.

Nous pouvons souligner deux points importants. Tout d'abord, l'abrogation de la loi 22.439⁷⁰ et l'adoption en 2003 d'une nouvelle législation migratoire avec la loi 25.871. Plus conforme à la Constitution nationale et aux traités internationaux des Droits de l'Homme, la nouvelle loi cherche à régulariser la migration en abandonnant la logique de contrôle qui caractérisait la précédente loi. Dans

⁶⁷ Voir les déclarations du ministre L. Arslanian, *Página 12*, 4/3/2007.

⁶⁸ Divers fonctionnaires du gouvernement ont exprimé des tentatives de changement des pratiques socialement acceptées comme les commissions provenant du jeu clandestin et de la prostitution.

⁶⁹ Les discours du vice-président D. Scioli et du chef du groupe majoritaire au Sénat, le sénateur M. A. Pichetto, la sanction des lois 25.882, 25.890, 25.892, 25.893, 25.928 et le *Plan estratégico de justicia y seguridad* en sont des illustrations.

⁷⁰ Si l'opposition à l'abrogation de la loi a été faible, il existe des projets des lois qui tendent à revenir à la situation antérieure.

ce sens, elle élimine deux éléments clés du dispositif répressif antérieur : 1) la possibilité d'ordonner et d'exécuter des détentions et expulsions de migrants en situation irrégulière, sans intervention du pouvoir judiciaire, octroyé à la Direction Nationale des Migrations et aux polices et forces de sécurité 2) l'obligation de dénoncer de la part des fonctionnaires publics.

La nouvelle loi signifie la clôture d'un cycle initié avec la « Loi de résidence ». ⁷¹ Les étrangers ont été traditionnellement soumis à un processus contraire à la Constitution nationale.

La nouvelle loi exprime une perception des mouvements migratoires non comme une menace potentielle ou réelle, mais comme l'exercice d'un droit. Ceci se dégage de l'article 4, qui reconnaît le droit à la migration comme un droit essentiel et inaliénable de la personne que la République Argentine garantit sur la base des principes d'égalité et d'universalité. Il faut souligner aussi l'égalité des droits entre nationaux et étrangers, -dans l'esprit de la Constitution nationale depuis 1853- (Art 6), les droits à l'éducation (Art 7), à la santé (Art 8) et au regroupement familial (art 10).

Le deuxième point important est la simplification de l'installation : il s'agit de l'inclusion des Péruviens dans le critère de nationalité du Mercosur, du programme de régularisation, des campagnes d'information et d'élimination des obstacles administratifs, de l'approbation de l'accord de libre résidence pour les nationaux des Etats membres du Mercosur et de la signature de la convention internationale des droits des travailleurs migratoires et leurs familles. Il faut aussi considérer l'emploi des fonctionnaires avec une orientation « progressiste » et la lutte contre le travail au noir des immigrés. ⁷²

En matière d'immigration, la politique Kirchner implique un changement substantiel. Or, elle requiert la nécessité que l'Etat rende les lois effectives. Les dénonciations de non respect de la loi au sein de divers organismes publics, ainsi que la restriction ou la négation des droits des étrangers en raison de leur nationalité -principalement dans la santé, l'éducation et l'emploi- sont constantes.

CONCLUSION

Dans les années 80, avec le retour de la démocratie dans la région, le sentiment d'avoir expulsé la violence hors du système politique permettait la croyance illusoire en ce que la politique, réduite à la démocratie, était le champ de la vie, et la guerre celui de la mort. Si la démocratie a installé dans la société, de façon généralisée, le souci porté à l'être de l'« Autre » politique et la non-indifférence à la mort d'autrui pour des questions idéologiques, ce jugement à l'égard d'un « Autre » social est totalement à construire. C'est en raison de cette violence exercée par la confrontation avec l'« Autre » social, violence qui s'est installée dans la société argentine à partir du milieu des années 90, que nous nous trouvons face à un nouveau discours sécuritaire. L'opposition aux politiques néolibérales a relancé les mouvements de protestation, mais aussi cette forme plus primitive de la révolte sociale qu'est la délinquance.

La transformation de la société engendre de nouvelles raisons qui font que le facteur sécuritaire reste d'actualité. La violence, présente hier dans la politique, se déplace à la fin du XX^e siècle vers le social.

La fin de la guerre froide a créé les conditions dans lesquelles s'établit une perception plus policière que militaire des échanges sociaux. Elle est enracinée dans une modification profonde du concept d'altérité. De nouvelles définitions de l'« Autre » menaçant étaient nécessaires pour désigner le hors « Nous » en cours de formation, résultant de l'exclusion sociale qui a accompagné la modification radicale de la société argentine.

Le discours sur l'insécurité véhicule un sens commun qui soutient l'autoritarisme, la primauté de l'ordre et la violence comme réponse à la sensation de menace. La notion de sécurité qui

⁷¹ L'expulsion des étrangers sans intervention judiciaire a son origine dans la loi 4144 (1902), connue comme « Loi de résidence ». Rédigée par M. Cané, elle a servi à déporter, après un jugement sommaire, des immigrants considérés comme dangereux pour la souveraineté nationale, en particulier des grévistes. Elle autorise à expulser sans procédure les étrangers déclarés subversifs, quel que soit le temps qu'ils ont passé en Argentine, contrairement aux dispositions de la Constitution nationale.

⁷² *Página 12*, 22/5/2007.

accompagne les nouvelles représentations criminalise la misère et, par cette voie, « normalise » une conception négative de l'altérité sociale. La violence donne lieu à la discussion et à la redéfinition des aspects normatifs de la société. Comme auparavant la logique de guerre, cette nouvelle logique en formation délégitime aussi la démocratie et la loi en considérant permissives et bénignes les normes du système pénal argentin, les garanties constitutionnelles et les Droits de l'Homme. Pour elle, la légalité démocratique fait partie d'un système qui a laissé la société sans défense face à la délinquance.

Le discours sur l'augmentation de la délinquance en Argentine a une finalité essentiellement politique. Accompagné par une mise en scène médiatique, il cherche à redéfinir les problèmes sociaux à partir de la sécurité. Le dispositif sécuritaire qui entoure ce discours porte sur tous les éléments nécessaires à l'institution d'une nouvelle façon d'établir la discipline sociale. A la fin du XX^e siècle, nous sommes dans une logique de contrôle social par la répression policière. Elle comporte une innovation stratégique importante par rapport à la guerre froide : les forces de sécurité en général et la police en particulier remplacent les forces armées comme principal élément dans le contrôle social.

L'objectif est plus ambitieux que l'apaisement des classes moyennes. Ce dispositif stratégique dresse les exclus à la discipline de la nouvelle société, en même temps qu'il réaffirme l'emprise morale d'une partie de la société sur eux.

La culture de la peur généralisée répand une panique morale susceptible d'influencer les politiques étatiques, et de redessiner la physionomie de la société et des collectifs d'identification. Cette représentation sécuritaire demande une manipulation des identités par les décideurs politiques qui mobilisent une haine, haine qui apparaîtrait dans certains secteurs comme la révolte de couches sociales désorientées ou encore fragilisées par les processus généraux d'égalisation sur la pauvreté résultant du modèle économique. L'augmentation réelle du phénomène de la violence ne parvient pas à masquer l'utilisation de faits violents pour légitimer un discours qui justifie des objectifs punitifs. Il s'agit d'un discours qui favorise la formation d'une société plus autoritaire, offrant moins de garantie des droits et les limitant, c'est-à-dire une société plus violente.

Cette nouvelle forme de conflit en émergence « semble absente » de toute logique politique. Toutefois, l'agresseur social, le délinquant, permet d'utiliser politiquement des phénomènes qui ne divisent pas les citoyens selon des bases idéologiques, qui ne mobilisent pas les opinions sur des critères politiques. L'idéologie de la violence sociale produit un consensus, parce qu'elle est fondée sur la menace de mort quotidienne. L'hypothétique laxisme de la classe politique dans le domaine de la sécurité a entraîné des attitudes autoritaires et intolérantes, canalisées principalement selon des formes plutôt traditionnelles d'autoritarisme. Avec sa gestion policière de la misère et sa pénalisation de la protestation sociale, le menemisme a fait basculer la relation établie par le populisme avec les secteurs populaires du social vers le pénal.

Nous sommes là face à une nouvelle représentation négative de l'altérité, dans laquelle l'« Autre » n'est plus perçu comme mal politique, mais comme mal social. Cet « Autre » est montré comme radicalement différent par nature et culture, ses caractéristiques phénotypiques et culturelles témoignant de ses différences.

Accédant au statut de menace majeure, l'« Autre » social est désormais la cible idéale pour un discours qui cherche à établir l'existence d'un conflit dominant, avec pour effet avoué le risque de polarisation de la société. Il réunit toutes les conditions pour la constitution d'une « idéologie de l'ordre ».

Cette nouvelle forme de la menace « interne » devient une question relevant des affaires de la *Polis*. Cette nouvelle représentation stratégique définit l'ordre des priorités -la *Polis* en paix-, et les menaces -la délinquance-, en s'appuyant sur un imaginaire fortement enraciné dans la société argentine. La perception du caractère irréversible du délinquant justifierait la sévérité de la répression. Comme dans la logique de guerre, le sens de l'irrécupérabilité de l'« Autre » pour un destin commun justifie l'exclusion du collectif d'identification.

Les rapports entre les habitants de la *Polis* sont réglés de plus en plus par le régime du « même », civilisé et pacifique, et de l'« Autre », sauvage et criminel. Cette représentation conserve de

la logique de guerre la division des deux camps, l'expulsion hors du collectif d'identification, et l'idée de l'ennemi interne à neutraliser. Les traces des anciennes représentations se perçoivent dans la dialectique entre le faire et l'être. Comme pendant la guerre froide, l'« Autre » n'est pas dangereux par ce qu'il fait, mais par ce qu'il est. Le fait d'être jeune, immigré, pauvre, chômeur ou toxicodépendant, s'institue en menace potentielle.

Nous assistons à la formation d'un système d'images et de métaphores où prend corps et figure une nouvelle représentation de l'altérité. Ce nouveau discours en formation essentialise l'hostilité et la figure de cet « Autre ». La vision de celui-ci apparaît sous l'angle de la pathologie sociale et/ou morale. L'« Autre » social demeure, aujourd'hui, comme hier, l'« Autre » politique, un « sauvage ». Sous le thème générique de l'insécurité commence à se dessiner une nouvelle définition de l'altérité négative. Cette représentation est imprégnée de l'idée de dangerosité sociale. Nous assistons au retour de l'idéologie des classes populaires associées aux classes dangereuses, qui a accompagné tout le XX^e siècle en Argentine.

Le développement des conceptions de type tolérance zéro réactive les schémas répressifs autochtones. Le ciblage des populations et des territoires considérés à risque donne corps à cette « nouvelle classe dangereuse ». Il se réalise au détriment du traitement d'autres formes de délinquance économique, financière ou maffieuse, fortement développées dans les années 90. Cette représentation, qui induit une inégalité de traitement en fonction des infractions et du profil social de leurs auteurs, confond l'ordre public avec l'ordre social.

La « barbarisation » de la pauvreté cache la responsabilité des organisations maffieuses, des membres des forces de sécurité ou des anciens para-militaires dans la délinquance.

Propre à l'individualisme de la société argentine de la fin du XX^e siècle, un périmètre différent délimitant l'inclusion et l'exclusion se dessine. La peur de l'« Autre » social institue une nouvelle frontière. Maintenant, la construction des frontières se fait surtout à l'intérieur de l'Etat-Nation. Elle est clairement inscrite dans la définition plus générale de la frontière, comme limite de ce que l'on désire défendre.⁷³ Cette nouvelle frontière accompagne l'institution d'identités de substitution, de nouveaux « Nous ». Elle sépare des pauvres, des exclus, des classes « dangereuses » au sens policier et non plus au sens politique, comme c'était le cas pendant la guerre froide.

Conséquence de l'individualisme, de la concurrence et de la désintégration du social dans des sociétés structurellement atomisées, l'affaiblissement des liens sociaux et la rupture des solidarités exacerbent les rivalités et les méfiances. La peur peut modifier des attitudes et des perceptions en redéfinissant les identités et les normes de comportement.

L'Argentine est devenue une société d'insécurité croissante, dans laquelle s'est installée la peur de l'« Autre » proche, une société méfiante du voisin où autrui devient un adversaire potentiel.

La disparition des espaces traditionnels où se résolvaient les conflits provoque des fissures d'où jaillissent des conflits horizontaux, qui se manifestent par l'exclusion de secteurs déterminés considérés comme coupables ou responsables.

L'altérité sociale est un terrain d'expérimentation des nouveaux discours de la haine, des nouvelles pratiques de l'hostilité où la perception de l'étranger ou du petit délinquant comme corps indésirable n'est autre chose que le refus du pauvre. Or, la sensation que le détenu n'est pas un être humain, mais un être hors de l'humanité,⁷⁴ a été une constante. Cet « Autre » social est nouveau, même s'il existe depuis toujours.

L'institution d'un nouveau voisinage interne est la caractéristique de l'Argentine de la fin des années 90. Le rapport à un « Autre » menaçant fondé sur le voisinage idéologique propre à la guerre froide a perdu de sa légitimité au profit de la proximité d'un « Autre » social. Fondé sur l'idée d'un ennemi intérieur à détruire, un discours de « guerre sociale » commence à s'imposer. Il repose sur une

⁷³ A. Joxe, « Les Yougo-frontières de l'Europe et l'identité démocratique », *Cahier d'Etudes Stratégiques* N° 19, sous la direction de A. Brigot, GSD/EHESS, p. 13.

⁷⁴ Voir l'interview d'un ex-détenu dans la revue *Crisis* N° 64, septembre 1988.

conception négative de l'altérité construite à partir d'une forme actualisée du rapport ami-ennemi. Dans les représentations en gestation, on peut voir de nouveau les vestiges d'une conception de l'altérité relevant du XIX^e siècle, dans laquelle, par une régression infinie, on pourrait percevoir des traces encore plus archaïques. L'« Autre » menaçant est un monstre sauvage de naissance qui vole et assassine comme il kidnappait autrefois des femmes « blanches » ou posait des bombes, par pure dégénération congénitale, par dégénérescence spontanée. La construction de cet « Autre » devient un élément central dans la tâche de légitimer la gestion pénale de l'insécurité qui accompagne le désengagement de l'Etat sous le néolibéralisme.

Cette nouvelle rhétorique de l'hostilité s'articule parfaitement avec les pratiques les plus traditionnelles du contrôle social. La façon de considérer les délinquants porte les traces de la bestialisation traditionnelle de l'ennemi. Cette représentation approfondit celle construite sur la distinction entre les « utiles » et les « inutiles », les « laborieux » et les « fainéants », les « capables » et les « incapables », qui concernait auparavant les gens de l'intérieur et qui, à la fin du XX^e siècle, touche les immigrants venus des pays voisins. La division en deux champs prend la forme des citoyens « décents » et des « indécents », sur lesquels doivent se focaliser les politiques de sécurité destinés à protéger les premiers. Elle appartient à une représentation et à un discours de l'hostilité dans lesquels l'« Autre » menaçant est perçu et traité comme un « fauve ». Les caractéristiques phénotypiques réaffirment ce que son comportement violent signale. A la fin du XX^e siècle, des signes d'ethnisation des rapports sociaux commencent à se manifester.

C'est la conversion de l'« Autre » en sauvage qui habilite l'idée d'exception selon laquelle on peut l'éliminer indépendamment de la loi, sentiment fortement enraciné, qui a pour origine l'idée selon laquelle tuer un criminel n'est pas un délit. La barbarisation et la bestialisation de l'« Autre » social montrent l'actualité d'un thème de l'Argentine du XIX^e siècle. Dans l'époque transnationale, la figure archaïque de l'« Autre » animal ou sauvage semble se perpétuer, constituant par là une mise à jour d'une idéologie du rejet fondée sur le « barbare ».

L'« Autre » social demeure, aujourd'hui comme hier, l'« Autre » politique, un sauvage. Présenté comme essentiellement différent, par nature et par culture, cet « Autre », nouvellement barbarisé, porte sur lui les traces des Indiens, des *gauchos*, des *cabezas negras*, des « subversifs ».

Ce nouveau code de l'hostilité constitue une mise à jour de la dichotomie fondatrice de l'Argentine postcoloniale : Civilisation et barbarie. Ce deux catégories étaient pensées de la même façon qu'Eros et Thanatos sont conçues dans la psychanalyse depuis Freud : radicalement exclusifs l'un de l'autre et absolument irréconciliables.

La désignation de l'« Autre » comme quelqu'un de féroce, comme un sauvage venu de contrées lointaines, sorti des déserts profonds, de lieux hostiles à l'humanité et à la civilisation, restera ancrée en Argentine. Avec le XX^e siècle, il n'y a plus d'Indiens, mais des *tolderias* « rouges », d'abord des *conventillos* d'immigrants à Barracas et à la Boca, ensuite des quartiers populaires de *cabezas negras* à Rosario ainsi que dans le grand Buenos Aires. De ces espaces avançaient conquérants, les *malons* anarcho-syndicalistes, communistes ou péronistes, migrants externes et internes perçus comme des classes dangereuses. A la fin du XX^e siècle, les exclus, autochtones et étrangers, sont perçus de la même façon. Le modèle de représentation stratégique né avec « l'Autre-Indien » est à la base des représentations de la post guerre froide.